

# L'Armageddon énergétique de l'Europe vient de Berlin et de Bruxelles, pas de Moscou

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 13 octobre 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

*Cet article a été publié initialement en anglais le 1er septembre 2022.*

\*

Le 22 août, le prix du marché boursier du gaz naturel dans la plateforme gazière allemande THE (Trading Hub Europe) était plus de 1000% plus élevé qu'il y a un an. La plupart des citoyens se font dire par le régime Scholz que la raison en est Poutine et la guerre de la Russie en Ukraine. La vérité est tout autre. Les politiciens de l'UE et les grands intérêts financiers utilisent la Russie pour couvrir ce qui est une crise énergétique Made in Germany et Bruxelles. Les conséquences ne sont pas accidentelles.

Ce n'est pas parce que des politiciens comme Scholz ou le ministre allemand de l'Économie verte Robert Habeck, ou le vice-président de la Commission européenne chargé de l'énergie verte Frans Timmermans sont stupides ou ignorants. Corrompus et malhonnêtes, peut-être oui. Ils savent exactement ce qu'ils font. Ils lisent un script. Tout cela fait partie du plan de l'UE visant à désindustrialiser l'une des concentrations industrielles les plus écoénergétiques de la planète. Il s'agit de l'Agenda Vert 2030 de l'ONU, également connu sous le nom de Grande Réinitialisation de Klaus Schwab.

## Déréglementation du marché européen du gaz

Ce que la Commission européenne et les ministres du gouvernement en Allemagne et dans toute l'UE cachent soigneusement, c'est la transformation qu'ils ont créée dans la manière dont le prix du gaz naturel est déterminé aujourd'hui. Pendant près de deux décennies, la Commission européenne, soutenue par les mégabanesques telles que JP Morgan Chase ou les grands fonds spéculatifs, a commencé à jeter les bases de ce qui est aujourd'hui une déréglementation complète du marché du gaz naturel. Cela a été présenté comme la « libéralisation » du marché du gaz naturel de l'Union européenne. Elle permet désormais aux échanges non réglementés en temps réel sur le marché libre de fixer les prix plutôt que de conclure des [contrats à long terme](#).

À partir de 2010 environ, l'UE a commencé à promouvoir un changement radical des règles de tarification du gaz naturel. Auparavant, la plupart des prix du gaz étaient fixés dans des contrats à long terme pour la livraison par gazoduc. Le principal fournisseur, la société russe Gazprom, approvisionnait l'UE, et plus particulièrement l'Allemagne, en gaz dans le cadre de contrats à long terme indexés sur le prix du pétrole. Jusqu'à ces dernières années, presque aucun gaz n'était importé par des navires GNL. Avec un changement dans les lois américaines pour permettre l'exportation de GNL à partir de l'énorme production de gaz de

schiste en 2016, les producteurs de gaz américains ont commencé une expansion majeure de la construction de terminaux d'exportation de GNL. La construction de ces terminaux prend en moyenne 3 à 5 ans. Dans le même temps, la Pologne, la Hollande et d'autres pays de l'UE ont commencé à construire des terminaux d'importation de GNL pour recevoir le GNL de l'étranger.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les géants pétroliers anglo-américains, alors appelés les « Sept Sœurs », sont devenus le premier fournisseur mondial de pétrole et ont créé un monopole mondial sur le prix du pétrole. Comme l'a fait remarquer Henry Kissinger pendant les chocs pétroliers des années 1970, « Contrôlez le pétrole et vous contrôlez des nations entières ». Depuis les années 1980, les banques de Wall Street, dirigées par Goldman Sachs, ont créé un nouveau marché du « pétrole papier », ou commerce à terme et dérivé de futurs barils de pétrole. Cela a créé un énorme casino de profits spéculatifs qui était contrôlé par une poignée de banques géantes à New York et à la City de Londres.

Ces mêmes intérêts financiers puissants travaillent depuis des années à la création d'un marché du « gaz papier » mondialisé similaire, avec des contrats à terme qu'ils pourraient contrôler. La Commission européenne et son programme « Green Deal » visant à « décarboniser » l'économie d'ici 2050, en éliminant les carburants à base de pétrole, de gaz et de charbon, ont fourni le piège idéal qui a conduit à la flambée explosive des prix du gaz dans l'UE depuis 2021. Pour créer ce contrôle du marché « unique », l'UE a fait l'objet de pressions de la part des intérêts mondialistes pour imposer des changements de règles draconiens et de facto illégaux à Gazprom afin de forcer le propriétaire russe de divers réseaux de gazoducs de distribution dans l'UE à les ouvrir au gaz concurrent.

Les grandes banques et les intérêts énergétiques qui contrôlent la politique de l'UE à Bruxelles avaient créé un nouveau système de prix indépendant parallèle aux prix stables à long terme du gaz russe par gazoduc qu'ils ne contrôlaient pas.

En 2019, la série de directives bureaucratiques sur l'énergie de la Commission européenne de Bruxelles a permis aux échanges sur le marché du gaz, entièrement déréglementés, de fixer de facto les prix du gaz naturel dans l'UE, malgré le fait que la Russie restait de loin la principale source d'importation de gaz. Une série de « hubs » de négociation virtuels avaient été créés pour négocier des contrats à terme sur le gaz dans plusieurs pays de l'UE. En 2020, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais était le centre de négociation dominant pour le gaz de l'UE, ce qu'on appelle la référence du gaz de l'UE. Notamment, le TTF est une plateforme virtuelle d'échanges de contrats à terme sur le gaz entre banques et autres investisseurs financiers, « Over-The-Counter ». Cela signifie qu'il est de facto non réglementé, en dehors de tout marché réglementé. Ce point est essentiel pour comprendre le jeu qui se joue aujourd'hui dans l'UE.

En 2021, seulement 20% de toutes les importations de gaz naturel vers l'UE étaient du gaz GNL, dont les prix étaient largement déterminés par les transactions à terme sur le hub TTF, la référence de facto du gaz dans l'UE, détenue par le gouvernement néerlandais, le même gouvernement qui détruit ses fermes pour une réclamation frauduleuse de pollution à l'azote. La plus grande part des importations de gaz européen provenait de la société russe Gazprom, qui fournissait plus de 40% des importations de l'UE en 2021. Ce gaz était acheminé par des contrats à long terme dont le prix était largement inférieur au prix de spéculation actuel du TTF. En 2021, les États de l'UE ont payé une pénalité estimée à environ 30 milliards de dollars de plus pour le gaz naturel que s'ils s'en étaient tenus aux prix indexés sur le pétrole de Gazprom. [Les banques ont adoré](#). L'industrie et les

consommateurs américains non. Ce n'est qu'en détruisant le marché du gaz russe dans l'UE que les intérêts financiers et les partisans du Green Deal ont pu créer leur contrôle du marché du GNL.

## Fermeture du gazoduc de l'UE

Avec le soutien total de l'UE pour le nouveau marché de gros du gaz, Bruxelles, l'Allemagne et l'OTAN ont commencé à fermer systématiquement les gazoducs stables et à long terme vers l'UE.

Après avoir rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc en août 2021 en raison de territoires contestés, l'Algérie a annoncé que le gazoduc Maghreb-Europe (MGE), lancé en 1996, cesserait de fonctionner le 31 octobre 2021, date d'expiration de l'accord correspondant.

En septembre 2021, Gazprom a achevé son gazoduc sous-marin Nord Stream 2, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui traverse la mer Baltique depuis la Russie jusqu'au nord de l'Allemagne. Ce gazoduc doublera la capacité de Nord Stream 1, qui passera à 110 milliards de mètres cubes par an, ce qui permettra à Gazprom de ne plus subir d'interférences avec les livraisons de gaz via son gazoduc Soyouz qui traverse l'Ukraine. La Commission européenne, soutenue par l'administration Biden, a bloqué l'ouverture du gazoduc par un sabotage bureaucratique. Finalement, le 22 février, le chancelier allemand Scholz a imposé une sanction sur le gazoduc en raison de la reconnaissance par la Russie de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk. Avec la crise gazière croissante depuis, le gouvernement allemand a refusé d'ouvrir Nord Stream 2 malgré le fait qu'il soit terminé.

Puis, le 12 mai 2022, bien que les livraisons de Gazprom au gazoduc Soyouz traversant l'Ukraine n'aient pas été interrompues pendant près de trois mois de conflit, malgré les opérations militaires russes en Ukraine, le régime de Zelensky à Kiev, contrôlé par l'OTAN, a fermé un important gazoduc russe traversant Lougansk, qui acheminait le gaz russe à la fois vers son Ukraine et vers les États de l'UE, déclarant qu'il resterait fermé jusqu'à ce que Kiev obtienne le contrôle total de son système de gazoducs traversant les deux républiques du Donbass. Cette section de la ligne Soyouz ukrainienne a entraîné une réduction d'un tiers du gaz acheminé par Soyouz vers l'UE. Cela n'a certainement pas aidé l'économie de l'UE à un moment où Kiev suppliait ces mêmes pays de l'OTAN de lui fournir davantage d'armes. Soyouz a été ouvert en 1980 sous l'Union soviétique, avec du gaz provenant du champ gazier d'Orenbourg.

Puis vint le gazoduc russe de Jamal, qui traversait la Biélorussie et la Pologne jusqu'en Allemagne. En décembre 2021, deux mois avant le conflit ukrainien, le gouvernement polonais a fermé la partie polonaise du gazoduc, interrompant la livraison de gaz de Gazprom à bas prix en Allemagne et en Pologne. Au lieu de cela, les compagnies gazières polonaises ont acheté du gaz russe dans les entrepôts des compagnies gazières allemandes, via la section polono-allemande du gazoduc Jamal, à un prix plus élevé dans un flux inversé. Les compagnies gazières allemandes ont obtenu leur gaz russe par le biais d'un contrat à long terme pour un prix contractuel très bas et l'ont revendu à la Pologne avec un énorme bénéfice. Cette folie a été délibérément minimisée par le ministre vert de l'économie Habeck, le chancelier Scholz et les médias allemands, bien qu'elle ait entraîné une hausse des prix du gaz allemand et aggravé la crise du gaz en Allemagne. Le gouvernement polonais a refusé de renouveler son contrat gazier avec la Russie et achète

son gaz sur le marché libre à des prix nettement plus élevés. En conséquence, il n'y a plus de livraison de gaz russe à l'Allemagne via Jamal.

Enfin, la livraison de gaz via le gazoduc sous-marin Nord Stream 1 a été interrompue en raison de la réparation nécessaire d'une turbine à gaz fabriquée par Siemens. La turbine a été envoyée dans une installation spéciale de Siemens au Canada, où le régime anti-russe de Trudeau l'a retenue pendant des mois avant de la libérer à la demande du gouvernement allemand. Pourtant, ils ont délibérément refusé d'accorder la livraison à son propriétaire russe, mais plutôt à Siemens Allemagne, où elle se trouve, car les gouvernements allemand et canadien refusent d'accorder une exemption de sanctions juridiquement contraignante pour le transfert vers la Russie. Par ce moyen, le gaz de Gazprom à travers Nord Stream 1 est également réduit de façon spectaculaire à [20% de la normale](#).

En janvier 2020, Gazprom a commencé à envoyer du gaz depuis son gazoduc TurkStream à travers la Turquie, puis vers la Bulgarie et la Hongrie. En mars 2022, la Bulgarie a unilatéralement, avec le soutien de l'OTAN, coupé ses approvisionnements en gaz depuis TurkStream. Le président hongrois Viktor Orban, en revanche, a obtenu de la Russie la poursuite de l'approvisionnement en gaz de TurkStream. En conséquence, la Hongrie ne connaît aujourd'hui aucune crise énergétique et importe du gaz russe par gazoduc à des [prix contractuels fixes très bas](#).

En sanctionnant ou en fermant systématiquement les livraisons de gaz à partir de gazoducs à long terme et à faible coût vers l'UE, les spéculateurs gaziers, via le TTP néerlandais, ont pu profiter de chaque hoquet ou choc énergétique dans le monde, qu'il s'agisse d'une sécheresse record en Chine ou du conflit en Ukraine, ou encore des restrictions à l'exportation aux États-Unis, pour surenchérir les prix de gros du gaz dans l'UE. À la mi-août, le prix à terme au TTP était 1000% plus élevé qu'il y a un an et augmentait quotidiennement.

## La folie des prix les plus élevés en Allemagne

Le sabotage délibéré des prix de l'énergie et de l'électricité devient encore plus absurde. Le 28 août, le ministre allemand des Finances Christian Lindner, seul membre du cabinet issu du parti libéral (FDP), a révélé qu'en vertu des termes opaques des mesures complexes de réforme du marché de l'électricité de l'UE, les producteurs d'électricité d'origine solaire ou éolienne reçoivent automatiquement le même prix pour leur électricité « renouvelable » qu'ils vendent aux compagnies d'électricité pour le réseau que le coût le plus élevé, c'est-à-dire le gaz naturel !

Lindner a appelé à une modification « urgente » de la loi allemande sur l'énergie afin de découpler les différents marchés. Le ministre fanatique de l'économie verte, Robert Habeck, a immédiatement répondu que « nous travaillons dur pour trouver un nouveau modèle de marché », mais en avertissant que le gouvernement doit veiller à ne pas trop intervenir : « Nous avons besoin de marchés qui fonctionnent et, en même temps, nous devons fixer les bonnes règles pour que les positions sur le marché [ne soient pas abusées](#). »

En fait, Habeck fait tout pour construire l'agenda vert et éliminer le gaz et le pétrole ainsi que le nucléaire, les seules sources d'énergie fiables à l'heure actuelle. Il refuse d'envisager la réouverture de trois centrales nucléaires fermées il y a un an ou de reconsidérer la fermeture des trois autres en décembre. Alors qu'il déclarait dans une interview à Bloomberg : « Je n'aborderai pas cette question de manière idéologique », il déclarait dans

la foulée : « L'énergie nucléaire n'est pas la solution, c'est le [problème](#) ». Habeck ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont déclaré à plusieurs reprises que davantage d'investissements dans l'éolien et le solaire peu fiables était la réponse à une crise du prix du gaz que leurs politiques ont délibérément créée. À tous égards, la crise énergétique suicidaire que traverse l'Europe a été « fabriquée en Allemagne », et non en Russie.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[Europe's Energy Armageddon from Berlin and Brussels, Not Moscow](#)

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)